

Si vous avez des difficultés pour visualiser ce message,
[consultez la copie web](#)

Olivier Cadic
*Sénateur représentant les Français
établis hors de France*



HebdoLettre n°117 - 19 mars 2019



La question

Madame, monsieur, chers élus, chers amis,

Le grand débat arrive à son terme. Une fois l'exercice terminé, certains annoncent que nous devrions nous acheminer vers un référendum... Ce serait à mon sens gênant, malhabile et risqué.

Gênant, parce qu'il demeurera dans notre inconscient collectif que les gilets jaunes et les violences extrêmes observées le 2 décembre 2019 sont la cause directe ou indirecte de cet épisode inédit de démocratie participative. Quand bien même, on imagine mal que cet exercice démocratique puisse calmer les séditeux qui ont mis feu et désolation sur les Champs Élysées, ce 16 mars.

Malhabile ensuite, car le référendum sur le traité constitutionnel européen de 2005 a laissé des traces. Beaucoup de Français sont amers face au compromis du traité de Lisbonne qui a suivi. Ils estiment que leur "non" n'a pas été respecté, oubliant qu'une majorité de peuples avaient voté l'inverse. Ils seront tentés de prendre à contre-pied les élites qui soumettront la prochaine question.

Risqué enfin, car les partis populistes se régalaient d'avance de cette perspective tendue sur un plateau, tant ils excellent dans les situations où l'on peut cliver les Français.

"Un référendum ? Ma réponse est non. Au fait, quelle est la question ?", s'amuserait Woody Allen.

Justement, quelle est la question ? Aucune importance pour près des trois quarts des Français, d'après un institut de sondage. Ils sont favorables à un référendum sans avoir besoin de connaître la question...

Irréfléchie et brutale, la question sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne a conduit ce pays vers une impasse. A J-10 de l'échéance, personne ne sait ce que Brexit signifie et ce qu'il va vraiment en advenir.

Une décision cela ne se prend pas, cela se construit. Dans une démocratie, cela nécessite un débat qui s'exerce dans la sérénité et dans la durée.

Voilà pourquoi j'ai déclaré lors de la séance de questions au gouvernement du 14 février : l'agitation de rue doit cesser. S'ils veulent manifester, très bien ; mais selon les règles républicaines : pas n'importe où, pas n'importe comment. Le mandat d'Emmanuel Macron s'achèvera dans 166 semaines. Au train où vont les choses, peut-on imaginer qu'il y aura un "Acte 166" des gilets jaunes ?

Et ma question au ministre de l'intérieur était simple : quand comptez-vous faire rétablir l'ordre républicain ? C'était il y a plus d'un mois !

Fidèlement,

Olivier Cadic



Recueillement républicain

En réaction à la multiplication d'actes antisémites en France, les présidents **Emmanuel Macron**, **Gérard Larcher** et **Richard Ferrand** se sont recueillis ensemble au Mémorial de la Shoah, le 19 février. Je me suis associé à cet hommage de la nation aux victimes de l'antisémitisme et à la dénonciation de tout acte ou parole de haine.

Double attentat de Christchurch

Le groupe d'amitié France - Nouvelle-Zélande du Sénat, auquel j'appartiens, présente ses condoléances aux familles des victimes et exprime son soutien dans la lutte contre le terrorisme. Lire le [communiqué](#)



Sénat / QAG – Ma question sur les gilets jaunes + réponse du ministre – Vidéo (4:25)

Le 14 février, au nom du groupe UC, j'ai demandé au ministre de l'Intérieur : quand comptez-vous faire rétablir l'ordre républicain ? Le mandat d'**Emmanuel Macron** s'achèvera dans 166 semaines ; au train où vont les choses, peut-on imaginer qu'il y aura un « Acte 166 » des gilets jaunes ?

En savoir +



Conseil européen – Mes questions à Nathalie Loiseau (Vidéo 8m)

Lors du "débat préalable au Conseil européen", ce 14 mars, j'ai interrogé, au nom du groupe Union Centriste, notre ministre chargée des Affaires européennes afin de connaître la position de la France sur plusieurs points : le report du Brexit, les droits des Européens, le soutien aux Balkans pour intégrer l'UE ou nos rapports commerciaux avec la Chine.

En savoir +



Projet de loi PACTE (1/2) : mes interventions du 30 & 31 janvier (5 vidéos)

- 1– Non à la sur-transposition imposant un commissaire aux comptes aux PME. [Lien](#)
- 2– Contre l'obligation d'un compte-bancaire pour les micro-entrepreneurs. [Lien](#)
- 3– Allégeons les obligations comptables des TPME. [Lien](#)
- 4– Pour des procédures collectives plus efficaces et favorisant le rebond. [Lien](#)
- 5– Allonger le délai de mise en conformité du repreneur. [Lien](#)



Projet de loi PACTE (2/2) : mes interventions du 06 & 07 février (6 vidéos)

6– Applique-t-on le décret Montebourg face à certains investissements étrangers ? [Lien](#)

7– Cybersécurité : soyons vigilants vis à vis nos équipementiers. [Lien](#)

8– Rappelons le caractère facultatif de la mise en place des dispositifs d'intéressement et d'épargne salariale. [Lien](#)

9– Les sénateurs suppriment la prise en compte des enjeux sociaux et environnementaux. [Lien](#)

10– Permettre à l'AFNOR de demeurer compétitive à l'international. [Lien](#)

11– N'ajoutons pas de contraintes fiscales aux entreprises. [Lien](#)



PACTE : Question écrite – Quels sont les dossiers où l'intérêt national a prévalu sur l'investissement étranger ?

Le décret dit "Montebourg" (2014), relatif aux investissements étrangers soumis à autorisation préalable, est-il mis en œuvre pour filtrer et repousser des investissements lorsque ceux-ci constituent un risque majeur pour notre souveraineté ? J'ai demandé au ministre de l'Économie un état statistique détaillé.

En savoir +



BREXIT J-10 Le supplice d'Albion continue

Personne ne sait encore ce que le Brexit signifiera pour les citoyens et les entreprises

La Chambre des communes veut régler immédiatement le sort des résidents européens

C'est une excellente nouvelle pour les citoyens de l'UE résidant au Royaume-Uni et les citoyens britanniques en Europe : le 27 février, la Chambre des communes a voté, à l'unanimité, l'**amendement dit Costa** qui impose au Premier ministre de rechercher "le plus rapidement possible" un engagement commun entre l'UE et le RU concernant les droits de ces citoyens et ce, quelle que soit l'issue des négociations sur l'ensemble de l'accord de retrait. En résumé, **Theresa May** doit retourner à Bruxelles afin d'offrir un statut clair et des garanties à quelque 5 millions de citoyens, même en cas de non-accord ! L'organisation **the3million** présidée par **Nicolas Hatton** salue cette avancée.





Brexit – Conférence à Londres "Settled Status : pourquoi en faire la demande et comment l'obtenir ?" + la Vidéo (2h)

A J-40 de la date de sortie de l'UE, soit le 17 février, nous avons accueilli près de 300 personnes venues s'enquérir sur leur futur statut de résident. Merci à **Ilda de Suza** et **Kim Vowden** (avocats du cabinet Kingsley Napley) ; **Patricia Connell** (déléguée consulaire) et **Anne-Laure Donskoy** (the3Million) pour avoir animé cette conférence.

En savoir +



Brexit – Conférence à Paris "Et maintenant ?" – Vidéo (1h)

Thomas Brake, député du LibDem de la Chambre des communes, est venu au Sénat le 19 février faire un point sur le Brexit devant notre groupe UC, présidé par **Hervé Marseille**, puis le groupe d'amitié France Royaume-Uni. Le soir, au siège de l'UDI, je l'avais invité pour une conférence que j'ai animée avec **Yves Robert**, délégué de l'ALDE en France.

Vidéo



En circonscription au PAYS-BAS – Amsterdam (29-30 janv. 2019)

Lancement du collège français d'Amsterdam : le rêve devient réalité !

Thèmes : ENSEIGNEMENT. Équipe projet : **Aurélié Rimasson** ; **Sylvie Luisetti** ; **Marie Cordonnier** et **Nicolas Castanet** / **Franck Barro**, directeur de l'école française d'Amsterdam. // COMMUNAUTÉ FRANÇAISE. **Philippe Lalliot**, ambassadeur de France / **Anne Genoud**, consule générale / Réunion d'élus consulaires : **Hélène Degryse**, **Catherine Libeaut** et **Richard Bennahmias**. // CULTURE. Alliance Française : **Carine Bougnague**, directrice et **Anne-Emmanuelle Grossi**, COCAC et directrice de l'IFPB.

En savoir +



République dominicaine / Affaire Air Cocaïne : "Un dernier combat à Aix-en-Provence", communiqué de Philippe Heneman

Depuis le 18 février, les pilotes **Pascal Fauret** et **Bruno Odos** peuvent enfin défendre leur honneur devant un tribunal français, après avoir quitté clandestinement la République dominicaine. Depuis mars 2013, **Philippe Heneman** se mobilise pour que justice soit rendue à ses deux collègues, toujours interdits d'exercer leur métier.

[En savoir +](#)

M E D I A S



« La ministre dit que tout a été pesé au trébuchet. En fait, ce qui nous gêne, c'est que toute cette notion est risquée, elle est extrêmement large [...] Comme toute obligation de moyens, il convient de se ménager la preuve que cette dernière a bien été remplie [...] Tout ça est irréaliste pour une TPE ou une PME », a répliqué le sénateur (UDI) Olivier Cadic, entrepreneur de profession, et qui se définit comme libéral.



PACTE - Public Sénat - Enjeux sociaux et environnementaux (vidéo 1:30)

Je remercie Public Sénat d'avoir repris mes propos : "Cette notion est risquée, elle est extrêmement large [...] Comme toute obligation de moyens, il convient de se ménager la preuve que cette dernière a bien été remplie [...] Tout ça est irréaliste pour une TPE ou une PME".

[En savoir +](#)



ENTREPRISES RESPONSABLES

LOI PACTE : LES SÉNATEURS REJETTENT LES AVANCÉES RSE SUR LA RAISON D'ÊTRE ET L'OBJET SOCIAL DES ENTREPRISES

Examinée par les sénateurs depuis la fin janvier, la loi Pacte sur la croissance et la transformation des entreprises a été vidée de sa substance sur la partie RSE. L'article phare de ce volet a ainsi été supprimé. Il concernait la modification du code civil pour y intégrer l'obligation de prendre en compte les enjeux sociaux et environnementaux de son activité. Il donnait aussi la possibilité à celles qui le souhaitaient d'inscrire leur raison d'être dans leurs statuts, ouvrant la voie aux entreprises à mission.

PACTE - Novethic - Enjeux sociaux et environnementaux

Les sénateurs ont rejeté l'obligation de prendre en compte les enjeux sociaux et environnementaux pour les entreprises. Nous y avons vu une épée de Damoclès au-dessus des TPE et PME. Merci à Novethic d'avoir repris mes propos.

En savoir +

The screenshot shows the homepage of 'The Connexion' website, which provides French news and views. The main article is titled 'Time for decisions by the UK, says French senator' by Oliver Rowland, published on Sunday, 10 March 2019 at 11h34. The article features a large graphic of the UK and EU flags. The website also includes a navigation menu with categories like 'French news', 'Practical', 'Comment', 'Mag', 'People', 'Community', 'What's On', 'Video', and 'directory classifieds'. There are also social media links for Facebook and Twitter, and a search bar. A sidebar on the right contains a 'Most Read' section and a 'Beautiful st house in' advertisement.

The Connexion : Time for decisions by the UK, says French senator

L'article revient sur la journée du 7 mars 2019, au cours de laquelle, avec le député **Alexandre Holroyd**, j'ai eu le plaisir d'accompagner **Nathalie Loiseau**, ministre chargée des Affaires européennes, lors de sa visite à Londres pour y rencontrer des officiels et des représentants de la communauté française.

En savoir +

The screenshot shows the top of a website with logos for 'FRENCH MORNING LONDON', 'FRL', and 'gymglish & french classes'. Below the logos are navigation tabs for 'ROYAUME-UNI', 'LONDRES', 'MAGAZINE', 'SORTIR', 'VIE PRATIQUE', 'ANNONCES', 'ANNUAIRE', and 'PODCASTS'. The main headline reads: "N'attendez pas pour faire votre demande de settled status", préviennent des avocats spécialisés dans l'immigration. The author is identified as 'Par Léila Lannasuer - 17 février 2019'. Below the headline are social media sharing icons for Facebook, Twitter, Google+, LinkedIn, and Email. A large photograph shows a group of people sitting in a room, likely at a conference. To the right, there is a vertical sidebar with text: 'Vous trop pou asse san', 'Econo 20% e minute', and buttons for 'OBTEN' and 'PREN'.

BREXIT - French Morning London revient sur la conférence "settled status"

Merci pour cet excellent compte-rendu de la réunion du 17 février pour évoquer "ce nouveau statut, défini lors de l'accord de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, permettra ainsi aux citoyens de l'UE de continuer à vivre et travailler dans le pays, en cas de deal ou de non-deal."

[En savoir +](#)



Collaborateurs

François Gheysens
Franck Trouilloud

Nos coordonnées

Palais du Luxembourg
15 rue de Vaugirard
75006 PARIS



Nous contacter



+33 (0)1 42 34 14 66



o.cadic@senat.fr

MENTIONS LEGALES

Vous recevez ce message car vous êtes inscrit sur la lettre électronique hebdomadaire d'Olivier Cadic. Conformément aux dispositions de la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez vous opposer à l'envoi de nouveaux messages en cliquant sur le lien de désinscription ci-dessous.

[Désabonnement](#)